

COMPTE RENDU DU CTL DU 04 MAI 2021

Après boycott des organisations syndicales de la première convocation le 26 avril, nous étions reconvoqués le mardi 04 mai 2021 à 09h00 en visioconférence.

Après lecture des liminaires, le Directeur nous a répondu ses réponses habituelles :

il faut prendre en compte la baisse des effectifs et adapter nos services et nos méthodes de travail ; l'évolution est nécessaire, le service public doit évoluer pour suivre l'évolution de la société. Il réfute le terme de service public low-cost, les Espaces France Services représentant plus de proximité et un service public général (13 opérateurs, dont la DGFIP dans ces EFS).

Concernant l'augmentation du point d'indice, toujours la même réponse : « ce n'est pas moi qui décide »

En conclusion, le Directeur se dit pragmatique et souhaite avoir une vision humaine des réformes...

Après ce discours très politique, toutes les OS se sont offusquées de cette intervention complètement coupée des réalités de la base et des vraies difficultés que rencontrent au quotidien les agents dans les services.

Nos directeurs, du haut de leur tour d'ivoire, ont une vision pour le moins inexacte (pour être gentil) ! Selon eux, tout va bien, alors que le point de rupture est très proche... Pour ne pas dire déjà rompu dans certains services !

Il y avait 3 points à l'ordre du jour (dont 2 pour avis) :

1- Procès-verbaux des séances des 12 et 18 janvier 2021 : **pour avis.**

→ **Les élus CGT ont voté pour.**

2- Mise en place du Nouveau réseau de Proximité : **pour avis.**

- Fusion des PCE de Clermont-Fd et Riom pour une installation à Clermont-Fd.

Le cadre A+ de Riom sera redéployé, mais on ne sait pas encore où. Néanmoins une antenne provisoire constituée de 4 personnes sera maintenue à Riom jusqu'à... son évaporation naturelle (pas de remplacements pour les agents la quittant).

- Mise à jour des dossiers des conseillers aux décideurs locaux et de l'installation de la trésorerie départementale des EPSMS, modification du périmètre du SGC de Riom, extension du périmètre du SGC d'Issoire et mise en place du SGC de Thiers. Dossiers assez techniques, rien de bien nouveau puisque ce sont des dossiers type NRP. Si vous désirez plus de renseignements, n'hésitez pas à nous contacter sur la balf syndicale.

- Mise en place des Accueils de proximité : 2 agents se sont portés volontaires pour les intégrer. Leur candidature a été acceptée, la DDFIP attends maintenant les consignes de mise en œuvre.

Concernant les déplacements des agents dans les différentes EFS, les élus CGT ont demandé sur quelles bases légales ces-derniers avaient l'obligation de s'y rendre. Le Directeur a répondu que l'agent était affecté sur un poste et que l'accueil est une mission à part entière des SIP. Elle ne se fait pas sur la base du volontariat et l'agent a l'obligation de faire son travail !

Nous avons donc demandé que les agents bénéficient d'un ordre de mission, ce que le Directeur a confirmé... pour l'instant ce n'est pas le cas !!

De plus, concernant l'utilisation de son véhicule personnel, nous lui avons rappelé la jurisprudence de la Cours Administrative d'appel de Nancy de 2016 qui précise qu'un employeur ne peut pas obliger un agent public à utiliser son véhicule personnel pour des trajets professionnels. Monsieur le Président n'étant pas au courant (!), nous lui avons transmis le dit arrêt...

Enfin, nous avons demandé que les agents puissent alors utiliser le véhicule de service, mais il nous a été répondu qu'il n'y en avait qu'un !!!

Nous avons également voulu savoir pourquoi les agents des SIP clermontois devaient assurer la permanence dans les EFS de Bourg Lastic et de Rochefort alors qu'ils n'en ont pas la compétence territoriale. Il nous a été répondu que Rochefort était à moitié géré par le SIP de Clermont-Sud et du CFP du Mont Dore, et Bourg Lastic par le CFP du Mont Dore. Compte tenu de la situation RH difficile au CFP du Mont Dore, il a donc été décidé que Clermont gérerait ses permanences.

Malgré les propos du directeur, on notera que le sous-effectif a bien un impact négatif dans le fonctionnement des services.

Le bilan depuis l'ouverture au 1^{er} septembre 2020 nous sera communiqué ultérieurement. Il semble y avoir une petite affluence depuis le début de la campagne IR, alors que celle-ci était plutôt (très) limitée avant.

Enfin la docteure du travail, Madame Villatte-Verdet est intervenue pour confirmer que le NRP, compte tenue des situations qu'elle avait été amenée à traiter était source d'un malaise profond et de facteurs d'aggravation du stress dans les services.

En conclusion Crise sanitaire + NRP = stress, fatigue, inquiétude ! Soit ce que nous dénonçons depuis plusieurs mois, en revendiquant l'arrêt et la suppression de cette réforme mortifère !

Nos Directeurs vont-ils enfin redescendre sur terre ?? On peut malheureusement en douter...

→ Les élus CGT ont bien évidemment voté contre cette énième restructuration.

3- Actualités et questions diverses :

Point sur la campagne IR

Une double difficulté a été rencontrée pour établir des comparaisons avec 2020 :

- l'an dernier, nous étions en confinement et la plate-forme téléphonique était uniquement départementale,
- cette année, les SIP assure un soutien à la plate-forme téléphonique nationale.

La comparaison a donc été réalisée avec l'année 2019. Il en ressort, après un mois de recul :

- une chute de l'accueil physique : - 55 % (normal, NRP = Ne Revenez Plus (voir notre liminaire)
- une appétence accrue par E-contact : + 20 à 23 %
- des appels téléphoniques départementaux stables

Par ailleurs, suite au regroupement des SIE de Thiers et Riom sur le site de Riom, il a été décidé de conserver finalement une antenne pérenne à Thiers.

Mouvement local : la note de service départemental sera publiée très prochainement.

ALOA ouvre aujourd'hui et ce jusqu'au 25 mai. Le mouvement sera connu le 14 juin 2021.

Les CAP locales n'existant plus, n'hésitez pas nous transmettre vos fiches de vœux ou toutes difficultés que vous pourriez rencontrer.

Les élus CGT : Cyril GIRARD et Marie-Thérèse BOTE.

DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS CGT :

Monsieur le Président,

nous sommes convoqués une énième fois pour donner notre avis sur une énième restructuration de notre administration.

Le NRP = Nouveau Réseau de proximité, un sigle nébuleux inventé pour la com gouvernementale et nos Directeurs... appelons-le plutôt :

pour les agents : NRP = Nouvelle Restructuration Programmée

Mis en place depuis le 1^{er} janvier, il engendre toujours plus de difficultés dans leur quotidien. En effet, les premiers concernés par ces restructurations ce sont eux, car ils vont devoir subir, contre leur gré, de nouvelles modalités d'organisation dans leur vie personnelle et leur vie professionnelle.

Pour le public, ce sera plutôt NRP = Ne Revenez Plus

Les services publics de proximité sont sacrifiés pour être remplacés par un service public low-cost au détriment d'une grande partie de la population déjà fortement fragilisée.

Comme d'habitude, vous prétendez œuvrer pour le maintien et même l'amélioration d'un service public de qualité, comme d'habitude nous vous rétorquons que cela n'aboutira qu'à un service dégradé, autant pour les contribuables que pour les agents.

Les réformes incessantes mettent à mal nos missions, notre métier et la hiérarchie compte toujours sur le degré d'investissement et d'adaptation des agents.

Quel résultat pour ces derniers : de la souffrance, de l'épuisement, l'impression de ne pas pouvoir effectuer son travail correctement.

Quelle reconnaissance pour ces derniers : NULLE ! la finalité reste toujours la même : NRP = Notre Rémunération Plafonne !

Puis vous voulez nous parler en Actualités et Questions diverses de la vitrine de notre Administration, à savoir la campagne IR. Alors parlons-en :

Comment accepter l'idée que bon nombre de contribuables soient les laissés pour compte d'une administration régaliennne, au prétexte de non-conformité à la modernité ?

Comment accepter l'idée que les agents doivent assurer les missions en sous-effectif et sous la pression des chefs de service n'ayant que leur taux statistique en tête ?

Plus généralement, comment accepter l'idée de vouloir maintenir quoique qu'il en coûte cette campagne alors que le gouvernement demande à limiter les déplacements pendant cette période sanitaire dégradée ?

En conclusion, toujours plus de travail, toujours plus de souffrance mais toujours

aucune reconnaissance pour les agents !